

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher
ZA n° 2 «Les Ailes»
25, rue des Ailes
37210 Parçay-meslay

Parçay-meslay, le 23/01/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/01/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

AFM RECYCLAGE

Prairies de Courréjan
chemin de Guitteronde
33140 Villenave-D'ornon

Références : 2026/44
Code AIOT : 0010005887

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/01/2026 dans l'établissement AFM RECYCLAGE implanté rue du Colombier ZI des Yvaudières 37700 Saint-Pierre-des-Corps. L'inspection a été annoncée le 05/12/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AFM RECYCLAGE
- rue du Colombier ZI des Yvaudières 37700 Saint-Pierre-des-Corps
- Code AIOT : 0010005887
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Ex IED - MTD

-Situation de l'entreprise:

La société AFM Recyclage exerce, sur son site de St Pierre-des-Corps, une activité de collecte, tri et transit des métaux et d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage (VHU). Cet établissement emploie environ 10 personnes.

-Point sur le classement de l'établissement:

Les activités du site sont réglementées par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 29 avril 2010. L'arrêté préfectoral complémentaire n°20957 du 7 septembre 2020 met à jour la situation administrative de l'établissement. De plus, l'arrêté préfectoral complémentaire n°20956 du 7 septembre 2020 porte agrément du centre VHU de l'établissement.

Rubriques de classement de l'établissement au titre de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE):

2710-1.a: installation de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets, collecte de déchets dangereux, la quantité de déchets susceptibles d'être présents étant de 15t (autorisation);

2791-1: installation de traitement de déchets non dangereux, la quantité de déchets traités étant de 30t/j (autorisation);

2718-1: installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux, la quantité de déchets susceptibles d'être présents étant de 40,28t (autorisation);

2713-1: installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, la surface étant de 2740m² (enregistrement);

2710-2.b: installation de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets, collecte de déchets non-dangereux, le volume susceptible d'être présent étant de 250m³ (déclaration avec contrôle périodique);

2711-2: installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets d'équipements électriques et électroniques, le volume susceptible d'être entreposé étant de 300m³ (déclaration avec contrôle périodique);

2714-2: installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois, le volume susceptible d'être présent étant de 210m³ (déclaration).

Le centre VHU n'est pas classé au titre de la nomenclature ICPE (surface maximale de 99m², le seuil du régime de la déclaration étant fixé à 100m²).

-Projets et investissements:

Un terrain à proximité a été acheté afin d'y installer une installation de collecte de déchets non dangereux apportés par le producteur initial (soumise à la rubrique 2710 de la nomenclature ICPE sous le régime de la déclaration). Celle-ci a déjà fait l'objet d'une télédéclaration, mais n'est pas encore construite.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- AN26 Accidentologie TTR
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Admission des déchets	AP Complémentaire du 07/09/2010, article 4	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois
4	Détection et surveillance	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 3	Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
5	Rondes	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 4	Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Analyse des Pfas	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4.III	Levée de mise en demeure
2	Confinement des eaux potentiellement polluées par un sinistre	Arrêté Préfectoral du 29/04/2010, article 4.2.4.1	Sans objet
6	Plan de défense contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5	Sans objet
7	Maitrise des sinistres	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 6	Sans objet
8	Opération de dépollution	Code de l'environnement du 22/01/2026, article R. 543-164	Sans objet
9	Procédure en cas de défaut de tri	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 8	Sans objet
10	Tracabilité	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 10	Sans objet
11	Tri des DEEE	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 11	Sans objet
12	Stockages des batteries	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 12	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'installation ne dispose pas de détection et de transmission d'alerte en cas d'incendie et l'exploitant n'a pas organisé de ronde sur son installation 2 heures après l'arrivée du dernier déchet. L'inspection des installations classées a proposé une mise en demeure pour régulariser l'installation. Les autres constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Analyse des Pfas

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4.III
Thème(s) : Risques chroniques, Réalisation des campagnes de mesures
Prescription contrôlée : [...] III. - L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé. [...]
Constats : L'exploitant a transmis les résultats de l'analyse des Pfas des rejets aqueux de l'installation sur 3 mois sur l'application GIDAF pour les mois d'avril, septembre et octobre considérant que pour les mois mai, juin, juillet et août l'absence d'eaux pluviales n'a pas permis d'effectuer des relevés. Pdc n°1 : L'exploitant a déféré à l'injonction du point n° 1 de l'article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 16/06/2025.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 2 : Confinement des eaux potentiellement polluées par un sinistre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/04/2010, article 4.2.4.1
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des accidents
Prescription contrôlée : Un dispositif d'obturation permet de confiner sur le site les eaux d'incendie affectant l'ensemble des bâtiments et installations. Ce dispositif est maintenu en état de marche, signalé et actionnable en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande.
Constats : <u>Constat de la visite précédente du 27/03/2024 :</u> Pdc n°2 : L'exploitant a déféré à l'injonction du point n° 4 et 5 de l'article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 30/05/2022. Cependant, l'exploitant doit installer un panneau signalant

les vannes de confinement à proximité de celles-ci.

Constat au 22/01/2026 :

L'inspection a constaté la présence d'un panneau signalant les vannes de confinement avec la procédure de mise sous rétention associée.

Pdc n° 2 : Pas de non-respect constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Admission des déchets

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 07/09/2010, article 4

Thème(s) : Situation administrative, Bouteilles de gaz

Prescription contrôlée :

[...]

Les déchets et substances dangereux acceptés sont les suivants :

- les véhicules hors d'usage,
- les déchets dangereux issus de la dépollution des VHU,
- les piles et les batteries au plomb.

Les déchets suivants ne sont en aucun cas acceptés dans les installations :

- les ordures ménagères brutes,
- les déchets radioactifs,
- les déchets dangereux autres que ceux listés ci-dessus,
- les déchets contaminés,
- les déchets non identifiés,
- les déchets non pelletables, pulvérulents non conditionnés.

[...]

Constats :

L'inspection a constaté la présence de 32 bouteilles de gaz dans des casiers métalliques qui ne sont pas tous adaptés à recevoir ce type de déchets. En effet, certains casiers ne sont pas surmontés d'une grille empêchant celles-ci de sortir du casier en cas d'explosion.

De plus, les bouteilles de gaz ne sont pas autorisées dans la liste des déchets admis sur l'installation. L'exploitant n'a pas procédé à la régularisation de ce point en cessant l'apport de bouteilles gaz sur son installation ou en déposant un « Porter à connaissance » à la Préfecture d'Indre-et-Loire pour modifier l'arrêté préfectoral avec tous les éléments d'appréciation.

L'observation de la précédente inspection du 27/03/2024 est reconduite.

Pdc n° 3 : L'exploitant régularise sa situation administrative (déchets admis et situation vis-à-vis des rubriques de la nomenclature) en déposant un " Porter à connaissance " ou cesse de recevoir

les bouteilles de gaz.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'action dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Détection et surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 3
Thème(s) : Risques accidentels, Mise en place d'une détection et surveillance
Prescription contrôlée : Les installations soumises à autorisation au titre de l'une ou plusieurs des rubriques 2712, 2718, 2790 ou 2791 sont soumises aux dispositions qui suivent. Les zones susceptibles de contenir des déchets combustibles ou inflammables sont équipées d'une détection automatique de départ d'incendie et d'une transmission automatique des alertes à une personne interne ou externe désignée par l'exploitant et formée en vue de déclencher les opérations nécessaires. Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du périmètre concerné et permet d'assurer l'alerte précoce de tout ou partie des personnes présentes sur le site. Lorsqu'il existe un dispositif d'extinction automatique pour la zone considérée, celui-ci peut être utilisé pour la détection sur cette zone, si le dispositif d'extinction automatique est conçu pour cela. Lorsque personne n'est présent sur le site, l'alerte est retransmise automatiquement à une personne formée et désignée par l'exploitant, pouvant appartenir à une entreprise de télésurveillance. Cette personne dispose des moyens lui permettant de visualiser à distance les différentes zones pour confirmer le départ d'incendie, et d'alerter dans les meilleurs délais l'exploitant et les services d'incendie et de secours.
Constats : L'exploitant a centralisé cette prescription au niveau national qui a fait réaliser un devis pour l'ensemble de ses sites DERICHEBOURG et notamment celui de Saint-Pierre-des-Corps. Cependant au jour de la visite aucune des zones contenant des déchets combustibles ou inflammables n'est équipée d'une détection automatique de départ d'incendie et d'une transmission automatique des alertes. Pdc n° 4 : La société AFM RECYCLAGE n'est pas équipée de détection automatique de départ d'incendie et d'une transmission automatique des alertes sur les zones contenant des déchets combustibles ou inflammables.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'action dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : Rondes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 4
Thème(s) : Risques accidentels, Mise en place des rondes
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations soumises à autorisation au titre des rubriques 2712, 2718, 2790 ou 2791 respectent les dispositions qui suivent.</p> <p>I. L'exploitant organise des rondes dans les zones contenant des déchets combustibles ou inflammables afin de détecter au plus tôt un départ d'incendie ou un échauffement anormal selon les modalités suivantes :</p> <p>a) Lorsque personne n'est présent sur le site après sa fermeture, l'exploitant organise une ronde dans l'ensemble de ces zones à la fermeture du site et deux heures après le dernier arrivage de déchets sur le site ;b) Lorsque l'exploitant organise une présence permanente sur le site, il s'assure que des rondes régulières sont effectuées dans l'ensemble des zones en dehors des périodes où des tris et traitements sont effectués.</p> <p>II. L'exploitant détermine les consignes concernant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la fréquence et les conditions de réalisation des rondes ; - le parcours des rondes et les points d'observation ; - la formation du personnel concerné ; - le matériel adapté à la détection précoce d'incendie avec lequel les rondes sont effectuées et sa maintenance lorsqu'il n'y a pas de système de détection fixe ; - les actions à entreprendre selon des critères définis préalablement et visant à éviter tout départ de feu ou à en limiter les conséquences au minimum.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a indiqué à l'inspection qu'il organisait des rondes sur l'ensemble du site à la fermeture à heure fixe. L'inspection a pu constater la présence d'un registre dans lequel sont consignées les zones inspectées avec le jour. Cependant les heures de la ronde ne sont pas renseignées et celles-ci ne sont pas réalisées 2 heures après l'arrivée du dernier déchet combustible ou inflammable.</p> <p>Pdc n° 5 : La société AFM RECYCLAGE n'a pas organisé des rondes dans les zones contenant des déchets combustibles ou inflammables deux heures après le dernier arrivage de ces déchets.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de</p>

répondre au constat. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'action dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 6 : Plan de défense contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Mise en place du PDI
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense contre l'incendie. Lorsque l'installation dispose d'un plan d'opération interne, le plan de défense contre l'incendie est intégré à celui-ci. Le plan de défense contre l'incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours, et sont mis à disposition à l'entrée du site.</p> <p>Il comprend au minimum :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes à prévenir) ; - l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ; - les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues pour dégager avant l'arrivée des services de secours les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement ; - les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre ; - le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie ; - le plan de situation des réseaux de collecte, des égouts, des bassins de rétention éventuels, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre ; - le plan d'implantation des moyens automatiques de protection contre l'incendie avec une description sommaire de leur fonctionnement opérationnel et leur attestation de conformité ; - les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité et l'état des matières stockées prévu par l'article 49 de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé sont tenus à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler ; - la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ; <p>« - les plans de l'installation précisant l'emplacement des bâtiments, des entreposages extérieurs, des îlots et petits îlots, des zones de réception de déchets, des zones de stockage temporaire, des zones d'entreposage tampon, des zones d'immersion, des zones susceptibles de contenir des déchets, des silos et cuves fermés et fixes. »</p>

<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis son plan de défense incendie créé le 30/09/2025. L'inspection n'a pas de remarque particulière sur celui-ci. L'ensemble des informations de l'article 5 de l'AM du 22/12/2023 sont présentes.</p> <p>Pdc n° 6 : Pas de non-respect constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Maitrise des sinistres

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 6</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Mise en place d'un exercice contre l'incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours. En cas d'incendie, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour assurer la sécurité des personnes et met en œuvre les actions prévues par le plan de défense d'incendie, ainsi que les autres actions prévues par son plan d'opération interne lorsqu'il existe. Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie. Pour les installations existantes, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie au plus tard le 1er juillet 2024. [...]</p> <p>Constats :</p> <p>L'inspection a examiné le compte rendu du dernier exercice de défense incendie réalisé le 18/01/2026 par le responsable QSE. Scénario de l'exercice : « Déclenchement d'un fumigène à proximité du stockage de platine dans la zone apport volontaire ».</p> <p>Le compte rendu n'appelle pas d'observation de la part de l'inspection qui a suggéré d'organiser un exercice avec les pompiers locaux afin de recueillir leurs éventuelles observations.</p> <p>Pdc n° 7 : Pas de non-respect constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Opération de dépollution

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 22/01/2026, article R. 543-164</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Batteries</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Conformément à l'article R. 543-164 du code de l'environnement :</p>

<p>1° Les opérations de dépollution suivantes sont réalisées avant tout autre traitement du véhicule hors d'usage :</p> <ul style="list-style-type: none"> les batteries, les pots catalytiques et les réservoirs de gaz liquéfiés sont retirés ; <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a demandé à faire ouvrir le capot d'un véhicule stocké sur une dalle étanche en attente de dépollution. L'inspection a constaté que la batterie a été retirée.</p> <p>Pdc n° 8 : Pas de non-respect constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 9 : Procédure en cas de défaut de tri

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 8</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Procédure</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>« I. L'exploitant met en place une procédure pour identifier les éventuels déchets contenant des batteries et résultant d'un défaut de tri en amont de l'installation. Ces déchets sont refusés, ou triés et traités</p> <p>« II. L'exploitant met en place une procédure de prévention et d'intervention en cas d'incendie résultant d'un défaut de tri des batteries en amont de l'installation.</p> <p>« III. Ces procédures sont tenues à disposition de l'inspection des installations classées. »</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a constaté la présence d'une consigne pour le tri des batteries ainsi qu'une procédure en cas d'incendie sur des piles ou batteries lithium.</p> <p>Pdc n° 9 : Pas de non-respect constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 10 : Tracabilité

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 10</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>En complément du registre prévu à l'article L. 541-7 du code de l'environnement, l'exploitant tient</p>

la comptabilité des stocks présents sur l'exploitation. « Cette comptabilité des stocks peut être réalisée par différence à partir des bons de pesée établis en entrée et en sortie du site ou par tout autre moyen équivalent défini par l'exploitant. » L'état des déchets stockés est mis à jour au moins de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Pour les déchets dangereux, cet état est mis à jour au moins de manière quotidienne. Un bilan annuel tenu à disposition à l'inspection des installations classées indique nominativement la liste des sites destinataires des déchets.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant dispose du logiciel AS400 accessible en tout temps par un ordinateur portable et d'une clé 4G. L'accès au réseau se fait directement au siège permettant en cas de coupure électrique sur le site d'accéder au stock des différentes matières. Cet état des stocks est réalisé par les entrées et sorties des matières et mis à jour en temps réel à l'exception des matières dangereuses qui sont mises à jour hebdomadairement.</p> <p>Pdc n° 10 : Pas de non-respect constaté.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Tri des DEEE

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 11
Thème(s) : Risques accidentels, Batteries des DEEE
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Les déchets d'équipements électriques et électroniques susceptibles de contenir des batteries sont séparés des autres déchets d'équipements électriques et électroniques lors de leur réception dans l'installation. Ils sont entreposés dans des conditions garantissant l'absence d'endommagement par des opérations de manutentions. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Au jour de l'inspection, il n'y avait pas de DEEE présent dans l'installation susceptibles de contenir des batteries.</p> <p>Pdc n° 11 : Ce point n'a pas pu être vérifié.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Stockages des batteries

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 12
Thème(s) : Risques accidentels, Conditions de stockage
Prescription contrôlée :

[...]

Les batteries sont entreposées dans des conteneurs ou locaux spécifiques, fermés, « conçus de manière à empêcher l'entrée d'eau », et munis de rétention. Pour les batteries contenant du lithium, ces conteneurs ou locaux présentent une résistance au feu au moins R60.

Les batteries sont collectées à une fréquence proportionnée au regard du volume et du caractère dangereux des batteries. Dans tous les cas, le stockage des batteries sur le site n'excède pas six mois.

[...]

Constats :

L'inspection a constaté la présence de 3 bacs de batteries étanches et stockés dans un bâtiment à l'abri des intempéries. Au jour de l'inspection, l'inspection n'a pas constaté la présence de batteries contenant du lithium. L'exploitant a indiqué que ce type de batteries serait stocké dans un bac métallique dans des sachets et de la vermiculite. Cependant, ce dernier point n'a pas été constaté par l'inspection en l'absence de batteries et de fût métallique.

Pdc n° 12 : Pas de non-respect constaté pour les batteries.

Type de suites proposées : Sans suite